



Médecine libérale, en finir avec le déni! Politique de santé, en finir avec l'attentisme!

Publié le 9 mars 2022 par La rédaction





Communiqué de presse

Inégalités sociales croissantes, désertification médicale épidémique, hôpital sans projet, santé publique marginalisée, populations oubliées, impuissance de politiques publiques minées par la défiance, la situation de notre système de santé n'est pas satisfaisante.

C'est le moment que choisit le syndicalisme médical libéral pour s'opposer, une fois de plus, à tout changement.

- Alors que la presse, la radio et la télévision se font chaque jour l'écho de





l'inquiétude des Français face à leurs propres soins, alors qu'elles posent les vraies questions,

- Alors que les jeunes médecins ne se reconnaissent plus dans le modèle libéral individuel et ne s'installent plus,
- Alors que de nombreuses collectivités territoriales - communales, intercommunales, départementales et maintenant régionales - de tous bords politiques, sont dans l'action et organisent l'accès aux soins de proximité en créant des centres de santé avec des médecins salariés,

Le premier syndicat de généralistes libéraux français, en réponse à Cash Investigation Élise Lucet, une nouvelle fois contre toute vraisemblance, choisit d'affirmer que le salariat médical est une solution qui ne fonctionne pas.

- Non, la solution ne viendra pas de la seule médecine libérale.
- Oui, les soins de proximité doivent être organisés et régulés dans les territoires.
- Oui, les professionnels de santé doivent pouvoir travailler en équipe : médecins, infirmières, assistants médicaux, professions de pratiques avancées. La bonne compétence au bon moment et au bon endroit. Au bénéfice du patient.
- Oui, les professionnels de santé doivent pouvoir choisir le salariat, sans intéressement à l'activité, et bénéficier de conditions matérielles épanouissantes conformes aux attentes et aux valeurs portées par les jeunes générations.
- Oui, il faut dans notre pays un vrai service public de médecine de proximité, articulé avec le service public hospitalier
- Oui, il faut déterminer un maillage du territoire.

Nous sommes préoccupés par la pusillanimité des candidats aux présidentielles sur ces questions,

- alors que les attentes de nos concitoyens sont sans ambiguïté,
- alors qu'un consensus politique est en train de naître sur le terrain, au-delà des postures des syndicats libéraux,
- alors que les aspirations des professionnels de santé nous y invitent.
- Quel grand débat démocratique associant usagers, élus, professionnels de la santé ?
- Quelle remise à plat du financement des soins de ville, financement englué dans neuf conventions libérales alimentant autant de corporatismes ?
- Quand en finira-t-on avec un paiement à l'acte inflationniste et sans qualité, pour le remplacer par un nouveau système, associant forfaits à la patientèle, missions territoriales, missions de santé publique ?
- Quelle politique de prévention et de réduction des inégalités ?





Paris le 17 janvier 2022

Hélène Colombani, présidente de la Fédération Nationale des Centres de Santé
Marie Pénicaud, secrétaire générale, Fédération Nationale des Centres de Santé
Frédéric Villebrun, président, Union Syndicale des Médecins de Centres de Santé
Charlotte Serrano, secrétaire générale, Union Syndicale des Médecins de Centres de Santé
Richard Lopez, président, La Fabrique des Centres de Santé
Eric May, secrétaire général, La Fabrique des Centres de Santé
Alain Beaupin, président, Institut Jean-François Rey

